

Woman Business Manager of the Year Award

paperJam

Luxembourg | Publié le 10.07.2014 17:55

Perspectives économiques

Le CES pas vraiment inquiet pour l'avenir

Dans ses perspectives économiques et sectorielles, le Conseil économique et social fait valoir des changements fondamentaux pour l'économie luxembourgeoise, tout en assurant qu'une adaptation des forces en présence suffirait à assurer la croissance du PIB.

Par : Pierre Sorlut / Publié par paperJam.lu

Mis à jour : 11.07.2014 7:49



Le CES a, ce jeudi, présenté la première partie de ses perspectives économiques.

(photo: paperJam)

Le Conseil économique et social a présenté ce jeudi la première partie de ses «[Perspectives économiques sectorielles à moyen et long termes dans une optique de durabilité \(/sites/default/files/article_pics/2014_pes_industriefinances_6_6_2014.pdf\)](#)». L'institution consultative représentant le dialogue tripartite permanent s'était autosaisi dans son programme de travail 2012-2014 pour rendre un avis sur des thèmes majeurs de l'économie luxembourgeoise. Les secteurs financier et industriel précèdent ainsi d'autres thèmes comme l'artisanat, le commerce, le transport ou encore la logistique.

Jean-Jacques Rommes, ancien CEO de l'ABBL (Association des banques et banquiers, Luxembourg) et actuel administrateur de l'UEL (Union des entreprises luxembourgeoises), a ainsi présenté le volet relatif à la place financière en citant le passage à l'échange automatique d'informations fiscales et le tsunami réglementaire comme éléments disruptifs.

La Place – qui génère un tiers des richesses nationales avec ses 149 banques, 92 compagnies d'assurances, 310 PSF et 3.881 fonds – doit donc s'adapter. Car les métiers dits «classiques» de la banque reculent, alors que les organismes de placement collectif et les PSF (professionnels du secteur financier) portent la croissance.

Des piliers ébranlés?

Le CES rappelle ainsi que, des cinq piliers stratégiques de l'industrie financière, l'activité de crédits internationaux ne devrait pas être délocalisée. Celle des financements structurés – qui génère, avec les Soparfis, 600 millions d'euros de recettes fiscales – devrait perdurer et rapporter plus encore avec l'augmentation de l'imposition minimale sur ce type de sociétés (passant de 1.500 à 3.000 euros). Les assurances et les fonds devront s'adapter aux modifications réglementaires nées de la crise financière, mais l'institution consultative fait confiance à la capacité qu'a l'industrie de s'y adapter. Enfin, la banque privée paraît le pilier le plus rongé avec la fin progressive du secret bancaire. Le private banking doit ainsi se tourner vers une clientèle plus «haut de gamme».

Devant ces «changements culturels», pour reprendre les termes de M. Rommes, «il faut s'assurer une disponibilité suffisante de main-d'œuvre hautement qualifiée». L'un des principaux défis sera la formation des employés. Elle passe d'un niveau généralement de Bac+2 à un niveau Bac+5, et un personnel spécialisé dans la gestion du risque, la comptabilité et la conformité (légal), pour mieux répondre aux exigences juridiques et

techniques, notamment dans les chiffres et l'informatique. Ce qui permettrait également de rapprocher la finance des technologies de l'information et de la communication. [Lire la suite \(?page=2\)](#)

Parmi les autres chantiers cités par le CES figurent la finance islamique – qui ne devrait cependant rester qu'une niche –, la protection des investisseurs, «mise à mal par l'affaire Madoff», et le nation branding. «Il nous faut décoller cette étiquette de paradis fiscal», a rappelé l'ancien chef des banquiers luxembourgeois, toutefois conscient qu'il s'agit d'un «travail difficile, qui prendra du temps».

D'une manière générale cependant, la place financière semble avancer sur de bons rails pour le CES.

L'industrie stagne

L'industrie, dont on dit pourtant qu'elle recule de manière inquiétante, ne semble pas plus inquiéter l'institution consultative qui, chiffres en mains, indique que l'emploi y est resté stable... autour de 37.000 depuis 2000. Il a en fait plutôt stagné quand le reste augmentait. La part relative dans l'emploi total a régressé de 13,6% en 2000 à 9,6% en 2012.

Le CES recommande ainsi, entre autres, de travailler sur des incitations à l'investissement (machinerie, R&I ou formation), de favoriser le financement par capital-risque, de rapidement lancer le Luxembourg Future Fund ou encore de rendre prévisible le cadre réglementaire impactant l'activité industrielle. «Il est important de se donner un maximum de chances de continuer à jouer un rôle dans l'économie du pays», a clamé Nico Clément, en charge du secteur. «L'Europe a besoin d'une industrie et d'une politique qui la favorise», a-t-il continué, précisant que les initiatives devraient aussi, voire surtout, passer par l'échelon européen... sans bien sûr procéder à un nivellement par le bas des conditions de travail et des salaires.

Une vision partagée par Gary Kneip, président du Conseil économique et social, qui en a profité pour souligner, à quelques heures de la réunion tripartite (un format que le gouvernement conteste sur la forme), que «la collaboration entre patronat et syndicats est possible».
